



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Côte d'Ivoire

Question au Gouvernement n° 296

Texte de la question

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE

M. le président. La parole est à M. Loïc Bouvard, pour le groupe UMP.

M. Loïc Bouvard. Monsieur le ministre des affaires étrangères, la situation internationale est à l'évidence très tendue et préoccupe les Français. Vous en êtes bien conscient, vous qui êtes sur tous les fronts et tous les continents. Vous savez combien nous sommes fiers de votre action. Précisément, à côté du Moyen-Orient - l'Irak, le conflit entre Israël et les Palestiniens - et de l'Asie, avec la Corée du Nord, la guerre civile en Côte d'Ivoire a déjà largement perturbé le continent africain. Vous vous êtes rendu dans ce pays à plusieurs reprises et vous êtes parvenu, semble-t-il, à faire que les armes se taisent pour un temps, appuyé dans votre action diplomatique par le déploiement d'un fort contingent de troupes françaises d'interposition. Le gouvernement français a préconisé l'organisation d'une conférence entre toutes les parties au conflit, conférence qui doit s'ouvrir demain même à Paris.

Nous nous félicitons que votre action ait pu pour le moment faire prévaloir le dialogue sur l'affrontement armé. Mais qu'en est-il au juste sur le terrain ? Par ailleurs, que pouvons-nous attendre d'une telle conférence ? Pouvez-vous nous indiquer de quelle façon la France pourra, avec tous les intéressés, promouvoir une solution pacifique à la crise dans ce pays qui fut longtemps l'exemple de la paix civile et du développement, au coeur d'une partie du continent où nous avons légué tant de nous-mêmes, notre langue, nos institutions et nos idéaux de démocratie, sous l'égide du président Léopold Senghor ? *(Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, depuis quatre mois, la Côte d'Ivoire connaît une crise terrible, une crise ouverte. Depuis quatre mois, nous sommes mobilisés pour essayer d'avancer dans la recherche de la paix et d'une solution politique. Aujourd'hui, je crois que les conditions sont réunies pour que nous puissions reprendre l'initiative, avancer vers la recherche de cette solution.

Première condition indispensable, aujourd'hui réunie : le cessez-le-feu. Il est observé par tous les partis au Nord et, depuis hier, à l'Ouest, puisqu'il a été signé à Lomé. Nous avons, dans ce contexte, pris de façon déterminée l'initiative en deux temps. A partir de demain une table ronde réunira, à Paris, l'ensemble des forces politiques de la Côte d'Ivoire, non seulement l'ensemble des partis, mais aussi l'ensemble des mouvements rebelles. Puis, au terme de cette table ronde, nous souhaitons réunir, les 25 et 26 janvier, l'ensemble des chefs d'Etat concernés de la région pour clore et garantir le processus qui aura été mené à bien dans ce cadre.

Notre objectif est clair, même s'il est ambitieux : c'est la paix, la réconciliation, la reconstruction de la Côte d'Ivoire. Pour réussir, il faut délibérément s'attaquer aux problèmes de fond qui minent ce pays depuis tant

d'années, depuis la mort du président Houphouët-Boigny : problèmes de l'ivoirité, de l'identité, de la loi foncière et du statut des étrangers en Côte d'Ivoire. Pour cela, il faut rassembler l'ensemble des énergies et des forces ivoiriennes. Pour cela, il faut une garantie collective que seuls les pays de la région et la communauté internationale peuvent apporter. Pour cela, il faut aussi mobiliser les bailleurs de fonds, qui doivent résolument s'engager à ce que la Côte d'Ivoire redevienne ce qu'elle a été pendant longtemps, quand on parlait de « miracle ivoirien ».

Nous en appelons à la responsabilité de toutes les parties, car nous devons réussir pour le peuple ivoirien, peuple meurtri par les exactions, les violences, les ingérences et les interférences. Nous devons réussir pour la région, car tous les pays souffrent aujourd'hui de l'instabilité ivoirienne. Nous devons réussir pour l'Afrique, qui doit montrer sa capacité à reprendre en main son destin. Cela participe de la nouvelle politique africaine de la France : mobiliser, garantir, être au service de l'Afrique et agir en concertation avec l'ensemble de ces pays amis et partenaires, avec l'ensemble des organisations internationales, la communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine et les Nations unies, puisque le secrétaire général des Nations unies sera présent. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Loïc Bouvard](#)

Circonscription : Morbihan (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 296

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 janvier 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 janvier 2003